



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale de la Gironde

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 février 2006 délivré à BTVA
d'exploiter les installations de centre VHU à Petit-Palais-et-Cornemps (33 570)

Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 4 juin 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2930 relative aux ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 février 2006 délivré à BTVA pour l'exploitation d'installations de centre VHU sur le territoire de la commune de Petit-Palais-et-Cornemps (33 570) à l'adresse suivante 94 route du Chenil ;

VU la modification notable portée à la connaissance du préfet par BTVA le 6 août 2025 concernant l'exploitation de centre VHU et le dossier joint ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées daté du 19 septembre 2025 concernant la visite sur site du 3 septembre 2025 ;

VU le rapport d'instruction de l'inspection des installations classées en date du 12 novembre 2025 ;

VU le courrier transmis à l'exploitant le 10 décembre 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

VU l'absence d'observation formulée par l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

Cité administrative
2 rue Jules Ferry – BP 90
33 090 Bordeaux Cedex
Tél : 05 47 30 51 51
www.gironde.gouv.fr

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande de l'exploitant porte sur une modification importante des grandeurs caractéristiques de classement ICPE du site par rapport à l'arrêté d'autorisation initial, sans que cela n'affecte le régime de classement ni l'emprise géographique du site ;

CONSIDÉRANT que les agréments pour la gestion des VHU sont dans les faits remplacés par la contractualisation avec la filière REP conformément au décret 2022-1495 du 24 novembre 2022 relatif à la gestion des véhicules hors d'usage et à la responsabilité élargie des producteurs de voitures particulières, de camionnettes, de véhicules à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à moteur ;

CONSIDÉRANT que l'encadrement de l'origine des déchets par des proportions en fonction de zones géographiques plutôt qu'une limitation aux départements de la Gironde, de la Charente et de la Dordogne satisfait le principe de proximité dans la gestion des déchets tout en permettant l'augmentation de flux sur le site ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a exprimé le fait que la limitation de l'origine des déchets les départements de la Gironde, de la Charente et de la Dordogne n'est plus adaptée à la structure du marché, qui se recentre sur quelques acteurs d'importance régionale plutôt que sur une multitude d'acteurs d'ampleur locale et qu'il est donc nécessaire d'élargir le périmètre d'origine ;

CONSIDÉRANT que la compatibilité du rejet avec les objectifs de qualité de la masse d'eau réceptrice n'a jamais été évaluée alors que cette exigence est applicable au moins depuis la parution de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ;

CONSIDÉRANT que l'absence de mise à jour des prescriptions depuis l'autorisation initiale de 2006 nuit à la clarté de la réglementation applicable, en particulier du fait de l'évolution importante de la réglementation applicable aux centres VHU ;

CONSIDÉRANT qu'il est donc opportun d'actualiser l'ensemble de l'arrêté préfectoral d'autorisation initial dans un arrêté consolidé ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Gironde.

ARRÊTE

TITRE 1 — PORTÉE ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 — BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE.

ARTICLE 1.1.1 — EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION.

Les installations de la société BTVA (SIRET n°39846750600026) dont le siège social est situé 94 route du Chenil, à Petit-Palais-et-Cornemps (33 570), lieu-dit « le Pont », est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter un centre VHU et un atelier de réparation/entretien de véhicules à cette même adresse.

ARTICLE 1.1.2 — LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES.

Rubrique	Libellé de la rubrique	Critère de classement	Régime
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m2.	19 600 m ² 3 000 VHU ou tonnes par an	E
2930-1b	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et tôleries. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : b) Supérieure à 2 000 m2, mais inférieure ou égale à 5 000 m2	2 160 m ²	DC

Régime : E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique)

ARTICLE 1.1.3 — LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU (IOTA).

Rubrique	Libellé de la rubrique	Critère de classement	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2. supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha	19 600 m ²	D

Régime : D (déclaration)

ARTICLE 1.1.4 — SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT.

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieux-dits
Petit-Palais-et-Cornemps	AD 309, 385, 387, 389, 390, 392, 393, 395, 397, 419, 420, 421, 423 et 446	Le pont

ARTICLE 1.1.5 — INSTALLATIONS CONNEXES NON VISÉES À LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec les installations soumises à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour l'exploitation de l'atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur figurant dans le tableau visé à l'article 1.1.2. Cette installation est exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 4 juin 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2930 relative aux ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie.

ARTICLE 1.1.6 — NOTION D'ÉTABLISSEMENT

L'établissement est constitué par l'ensemble des installations classées relevant d'un même exploitant situé sur un même site, y compris leurs équipements et activités connexes.

CHAPITRE 1.2 — CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION.

ARTICLE 1.2.1 — CONFORMITÉ AU DOSSIER.

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier d'autorisation initial déposé par l'exploitant et le dossier de modification porté à la connaissance du Préfet le 6 août 2025.

ARTICLE 1.2.2 — MODIFICATIONS.

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.2.3 — CONTRÔLES, ANALYSES ET CONTRÔLES INOPINÉS.

L'inspection des installations classées peut réaliser ou demander à tout moment la réalisation par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations, le contrôle de l'impact de l'activité de l'établissement sur le milieu récepteur. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 1.2.4 — INCIDENTS ET ACCIDENTS.

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

ARTICLE 1.2.5 — CADUCITÉ.

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 1.2.6 — CESSATION D'ACTIVITÉS.

La mise à l'arrêt définitif des installations est régie par les articles R. 512-39 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 1.2.7 — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Le présent arrêté ne dispense pas l'exploitant du respect des dispositions d'hygiène et sécurité pour les personnels travaillant dans l'établissement, fixées notamment par le Code du Travail.

TITRE 2 — PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

CHAPITRE 2.1 — GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 2.1.1 — PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les prescriptions associées au présent arrêté se substituent à celles des actes administratifs antérieurs qui sont abrogées, c'est-à-dire celles de l'arrêté d'autorisation en date du 23 février 2006.

ARTICLE 2.1.2 — RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE APPLICABLE.

S'appliquent à l'établissement en particulier les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- Le titre I^{er} du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

- Le titre IV du livre V du code de l'environnement, relatif aux déchets, en particulier les articles R. 543-155 à R. 543-155-6 relatifs à la gestion des véhicules hors d'usage et à la responsabilité élargie des producteurs de la filière associée ;
- L'arrêté ministériel de prescriptions générales (article L. 512-7 du code de l'environnement) du 26 novembre 12 applicable aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- L'arrêté ministériel de prescriptions générales (article L. 512-7 du code de l'environnement) du 4 juin 2004 applicable aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2930 relative aux ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie ;
- L'arrêté ministériel du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement ;
- L'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les prescriptions suivantes du Titre 2 complètent les prescriptions de la réglementation générale applicable de manière à protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement au regard des enjeux du site.

CHAPITRE 2.2 — SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS.

ARTICLE 2.2.1 — ENTREPOSAGE DES VHU.

L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit. Ils sont stockés par zones séparées par des allées de circulation de largeur minimum de 8 m.

Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de trois mois sur le site.

Les véhicules fonctionnant au GPL devront être stationnés, avant que leur réservoir ne soit retiré, dans un endroit distinct des autres véhicules, dont la zone sera matérialisée par un panneau comportant l'inscription « GPL ».

ARTICLE 2.2.2 — DÉFENSE INCENDIE.

L'exploitant dispose d'une réserve d'eau d'extinction des incendies d'au moins 360 m³ et s'assure de la disponibilité opérationnelle de cette ressource en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de contrôler visuellement que le volume requis est effectivement disponible. Une aire de stationnement comportant un dispositif d'aspiration de l'eau de la réserve validé par les services de secours et d'incendie est aménagé.

L'exploitant dispose d'un volume de rétention des eaux d'extinction d'incendie d'au moins 496 m³ pour la partie principale (Sud) du site et d'au moins 540 m³ pour la partie Nord. Les vannes d'obturation sont facilement repérables, accessibles et leur mise en action est facilitée, par exemple à l'aide d'un panneau d'instructions, d'indications visuelles sur l'état ouvert/fermé, ...

CHAPITRE 2.3 — PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX.

ARTICLE 2.3.1 — PRÉLÈVEMENT D'EAU POTABLE.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

L'eau utilisée dans l'établissement provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable.

ARTICLE 2.3.2 — RÉSERVES DE CONSOMMABLES.

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, ...

ARTICLE 2.3.3 — INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EFFLUENTS.

Les installations de traitement des effluents sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les activités concernées.

ARTICLE 2.3.4 — EAUX PLUVIALES DE TOITURE

Les eaux pluviales de toiture, non polluées, sont collectées sans mélange possible avec des eaux susceptibles d'être polluées. Ces eaux pluviales non polluées sont canalisées vers le bassin communal situé à environ 50 m au Sud-Est des limites du site sur la parcelle cadastrée AD 445, qui constitue une réserve d'eau pour l'extinction des incendies.

La canalisation est équipée de manière à pouvoir confiner ces eaux pluviales sur le site, en particulier en cas d'incendie.

ARTICLE 2.3.5 — EAUX PLUVIALES RÉSIDUAIRES.

Les eaux pluviales ruisselant sur le site, hors toiture, sont susceptibles d'être polluées. Elles sont traitées dans des filières correctement dimensionnées avant d'être rejetées dans des fossés longeant le site sous réserve d'autorisation des propriétaires concernés.

Les rejets d'eaux pluviales résiduelles sont gérés indépendamment sur chacune des deux parties du site, séparées par la route du Chenil. Chacune des parties du site dispose de son réseau de collecte interne, de son bassin de décantation/rétention, de sa filière de traitement, de sa vanne d'obturation et de son point de rejet.

La partie principale (Sud) du site rejette dans le fossé longeant la D21, à l'extrémité Ouest du site. La partie secondaire (Nord) du site rejette dans le fossé longeant la route du Chenil.

ARTICLE 2.3.6 — EAUX INDUSTRIELLES.

Les eaux industrielles produites par le site sont issues de la station de lavage des pièces de réemploi accolée à la façade Sud du bâtiment principal. Ces eaux sont collectées spécifiquement et prétraitées par un débourbeur et un séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionné avant d'être dirigées vers le réseau de collecte des eaux résiduelles.

ARTICLE 2.3.7 — VALEURS LIMITES DE REJET.

Les eaux rejetées font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

Substance	Valeur limite de rejet (mg/L)
MES	35
DCO	125
DBO5	30
Hydrocarbures totaux	5
Plomb	0,5

Ce rejet doit de plus respecter les conditions suivantes :

- $5,5 < \text{pH} < 8,5$;
- Modification de couleur du milieu récepteur $< 100 \text{ mg}_{\text{Pt}}/\text{L}$;
- Débit $< 3 \text{ L/s}$

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses, de référence sont celles imposées par l'arrêté du 02/02/98 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Afin d'assurer une qualité de rejet suffisante, l'exploitant cure en tant que de besoin les bassins de décantation/rétention, évacue les déchets de ces curages vers des filières autorisées et tient à la disposition des installations classées les documents attestant la réalisation de ces opérations.

ARTICLE 2.3.8 — COMPATIBILITÉ DES REJETS AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DU MILIEU.

L'exploitant s'assure que ses rejets sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité de la masse d'eau réceptrice, à savoir le ruisseau du Palais. Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.

L'exploitant produit au plus tard le 31 décembre 2026 une étude quant aux flux maximaux compatibles avec les dispositions de l'alinéa précédent pour les polluants susceptibles d'être émis par le site. Le cas échéant, les valeurs limites d'émission établies à l'article 2.3.7 pourront être revues à la baisse.

ARTICLE 2.3.9 — AUTOSURVEILLANCE.

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets d'eaux industrielles traitées. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Les analyses prévues à l'article 2.3.7 sont réalisées au moins tous les six mois.

Les résultats d'analyse sont déposés sur la plateforme de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévue à cet effet au plus tard un mois après la réalisation des analyses.

ARTICLE 2.3.10 — CALAGE DE L'AUTOSURVEILLANCE

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de l'autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).

Les résultats sont transmis sans délai à l'inspection des installations classées accompagnés des résultats d'autosurveillance de la période correspondante. La transmission comportera tous les éléments nécessaires à la vérification du calage visé par le présent article.

CHAPITRE 2.4 — GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 2.4.1 — ORIGINE DES DÉCHETS

L'exploitant respecte le principe de proximité quant à l'origine des déchets qu'il réceptionne. Pour ce faire, il s'assure qu'au moins 90% des VHU réceptionnés sont récupérés dans la région Nouvelle-Aquitaine.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les données compilées sur une année relatives à la répartition de l'origine des déchets.

TITRE 3 — MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 3.1.1 — FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.1.2 — DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Les délais de recours ci-après sont définis par l'article R.514-3-1 du code de l'environnement.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai

ARTICLE 3.1.3 — PUBLICITE

En vue de l'information des tiers :

Une copie de l'arrêté est déposé à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée.

Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 3.1.4 — EXÉCUTION.

Le présent arrêté est notifié à la société BTVA.

Une copie en est adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture,
- Monsieur le Sous-préfet de Libourne,
- Madame la Maire de la commune de Petit-Palais-et-Cornemps,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux **16 JAN. 2026**
Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général

François DRAPÉ

BIVA GROUPE DUBOURG



- | | |
|---|--|
| <p>1a Entreposage Utilitaires à vendre</p> <p>1b Entreposage Utilitaires en attente de décision des assurances</p> <p>1c Entreposage Utilitaires dépollués à broyer</p> <p>2 Entreposage Véhicules en attente des décision des assurances</p> <p>3 Entreposage Véhicules à vendre</p> <p>4a Entreposage des Véhicules électriques ou hybrides en attente de décision des assurances</p> <p>4b Entreposage des Véhicules électriques ou hybrides à dépolluer</p> <p>5 Entreposage des VHU à expertiser pour démontage de pièces de réemploi</p> <p>6 Entreposage de VHU dépollués à broyer</p> <p>7 Entreposage de VHU à dépolluer</p> | <p>8 Bâtiment de stockage et de production (dépollution et démontage de pièces)</p> <p>9 Zone d'attente (VHU dépollué) pour expertise de pièces à démonter</p> <p>10 Cuves (huile usagée et Liquide de refroidissement) dans fosse étanche</p> <p>11 Zone expertise (VHU dépollué) avant démontage de pièces</p> <p>12 Aire de lavage</p> <p>13 Parechocs à recycler mis en « botte »</p> <p>14 Bac étanche couvert rempli de vermiculite pour batterie usagée au lithium-ion</p> |
|---|--|

